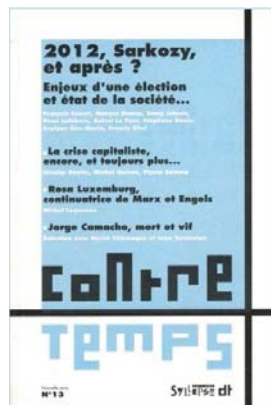


# À crise profonde, solutions radicales

Michel Husson\*

Contretemps n° 13, mars 2012



LE PARADOXE DE CETTE PÉRIODE ÉLECTORALE EST AU FOND LE SUIVANT : on prend peu à peu conscience de la profondeur de la crise, sans que la possibilité d'une alternative gagne vraiment en crédibilité. La candidature sociale-libérale de François Hollande s'ajuste par le bas à cette contradiction, mais celle-ci pèse aussi sur les candidatures à gauche de la gauche.

## La profondeur de la crise

De manière très simplifiée, le capitalisme peut fonctionner de deux manières. Il peut être relativement régulé<sup>1/</sup> comme pendant la période des Trente glorieuses (1945-1975). Il peut au contraire se libérer de ses rigidités et tendre vers un fonctionnement pur, comme c'est le cas depuis le grand tournant libéral des années 1980. Appelons « fordiste » et « néolibéral » ces deux modes de fonctionnement polaires. On peut les identifier à partir d'une batterie de courbes qui sont à peu près plates avec le premier et augmentent toutes dans le second<sup>2/</sup>. Or, cette progression tendancielle (des profits par rapport aux salaires, des dividendes par rapport aux investissements, de la finance par rapport aux richesses créées, etc.) a atteint ses limites, d'où la crise.

Le capitalisme est aujourd'hui dans une sorte d'impasse : remettre le capitalisme néolibéral sur les rails est impossible, revenir au capitalisme fordiste l'est tout autant. Le capitalisme néolibéral avait réussi à rétablir la rentabilité, en dépit d'un ralentissement des gains de productivité. Mais il ne pouvait le faire que de manière artificielle et non durable. Rien n'est donc réglé, et le dynamisme artificiel du capitalisme a été converti en d'énormes dettes publiques qui ont pour fonction d'éponger, ou en fait de valider, la montagne de dettes privées accumulées depuis deux ou trois décennies. Cette crise des dettes souveraines conduit en Europe à la mise en place de politiques d'austérité absurdes si l'on considère leurs effets sur l'activité économique et sur la dette elle-même, mais appropriées s'il s'agit d'appliquer une thérapie de choc visant à liquider les acquis sociaux et dévaloriser le travail sous prétexte de compétitivité.

\* Michel Husson est économiste.

<sup>1/</sup> On laisse au lecteur le soin de placer les guillemets nécessaires.

<sup>2/</sup> « Les courbes du capitalisme néolibéral », note hussonet n° 39, septembre 2011 (disponible sur hussonet.free.fr).

Cette impasse dans laquelle se trouve le capitalisme coupe l'herbe sous le pied du social-libéralisme. Son projet illusoire, consistant à combiner l'acceptation des préceptes néolibéraux avec une dose minimale de social, a été pulvérisé par la crise. Le fond du problème est que la moindre marge de manœuvre supposerait un degré d'affrontement que la social-démocratie est tout simplement incapable de concevoir<sup>3/</sup>. Pour prendre un exemple tiré de l'actualité récente, Elie Cohen, l'un des principaux conseillers économiques de François Hollande<sup>4/</sup>, vient de publier une tribune à propos de trois conflits récents (Seafrance, Petroplus, Photowatt) dont il tire ainsi les leçons politiques : « *Que, dans ce contexte, on feigne de croire qu'on peut interdire les licenciements pour les commodités d'une campagne électorale n'est pas sérieux [...] La mise en scène du volontarisme d'État, qui permet au passage de stigmatiser une gauche résignée face aux diktats du marché, n'a qu'un temps*<sup>5/</sup>. » Cela rappelle la célèbre formule de Lionel Jospin : « *L'État ne peut pas tout.* » Une telle orientation ne peut effectivement mener qu'à un alignement sur les diktats du marché, dans la lignée de Papandréou et Zapatero.

Nul ne peut cependant échapper à cette réalité : face à la crise actuelle, l'alternative ne peut qu'être radicale, et remettre en cause ces trois verrous, qui n'en font en réalité qu'un seul : la répartition des revenus, l'emprise de la finance, et le corset eurolibéral. La social-démocratie prétend quant à elle contourner l'obstacle en proposant un programme qui repose sur deux erreurs fondamentales. La première est de tabler sur un supplément de croissance, la seconde consiste à reprendre à son compte l'objectif de réduction du déficit à 3 % du PIB en 2013. Et la finance n'a rien à craindre : « *La gauche a été au gouvernement pendant quinze ans au cours desquels nous avons libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et aux privatisations. Il n'y a pas de grande crainte à avoir*<sup>6/</sup>. »

## En attendant la croissance

Tout miser sur une hypothétique croissance est un élément essentiel de la pensée « hollandaise ». Déjà en 2008, à la question d'un journaliste économique lui demandant s'il fallait « agir politiquement sur la répartition de la valeur ajoutée entre salaires et profits », il répondait ceci : « *Ce qu'il faut d'abord, c'est créer plus de valeur ajoutée. La gauche ne peut s'intéresser à la seule répartition. Elle doit régler l'insuffisance de création de la richesse*<sup>7/</sup>. » On retrouve ce même tropisme dans le Projet socialiste pour 2012, qui indiquait que « la

<sup>3/</sup> Voir Michel Husson, « Économie politique du social-libéralisme », *Mouvements*, n° 68, 2012 (hussonet.free.fr).

<sup>4/</sup> Sylvia Zappi, « Ces économistes qui travaillent pour François Hollande », *lemonde.fr*, 9 novembre 2011 (disponible sur gesd.free.fr).

<sup>5/</sup> Elie Cohen, « Les emplois électoraux », *Telos*,

16 janvier 2012, (gesd.free.fr)

<sup>6/</sup> « François Hollande seeks to reassure UK and City of London », *The Guardian*, 13 février 2012.

<sup>7/</sup> François Hollande, « Quelle politique économique pour la gauche ? », *L'Économie politique*, n° 40, octobre 2008 (gesd.free.fr).

politique économique que nous proposons donne les moyens à la France de retrouver à partir de 2013 une croissance autour de 2,5 %<sup>8/</sup>. Ce projet, qui date d'avril 2011, est d'ores et déjà caduc, mais il était clairement mort-né.

La première raison est que la crise s'installe dans la durée, avec des perspectives de croissance médiocres, dans le meilleur des cas. La quasi-récession actuelle était d'ailleurs prévisible. Certes, une croissance plus élevée pourrait avoir à court terme des effets favorables sur l'emploi, mais il ne suffit pas d'invoquer la croissance, il faut encore dire comment on l'obtient. Mais surtout, cette position signifie qu'il n'y aurait aucun autre moyen de créer des emplois qu'un supplément de croissance. Or, cela est faux et repose sur une incompréhension totale des liens entre chômage et répartition des revenus.

Toute crise crée évidemment du chômage. Mais la question est l'incrustation d'un chômage de masse depuis plusieurs décennies. Il résulte d'une déformation dans la répartition des revenus qui provient elle-même d'une captation des gains de productivité au détriment de la création d'emplois par baisse du temps de travail. L'augmentation du chômage depuis trente ans est rigoureusement parallèle à celle des profits non réinvestis, qui ont par ailleurs nourri les bulles financières et conduit à la crise. Par conséquent, tout programme de lutte contre le chômage qui ne remettrait pas en cause la répartition des revenus est purement illusoire.

Il est de ce point de vue paradoxal de constater que le PS « oublie » à quel point la période des 35 heures a été exceptionnelle, avec la création de 1,9 million d'emplois ; les trois quarts des emplois nets créés depuis 37 ans dans le secteur privé l'ont été entre 1997 et 2002. Mais cette voie est clairement abandonnée et le paradoxe s'explique par le renoncement à tout projet de remise en cause du partage entre salaires et profits. L'opposition entre croissance et répartition conduit à une incompréhension encore plus profonde, qui consiste à ne pas voir qu'une autre répartition des revenus privilégiant l'emploi et la satisfaction des besoins sociaux est aussi la condition pour donner à la croissance un autre contenu, non productiviste.

### L'équilibre budgétaire à tout prix

François Hollande a déclaré qu'il fallait « rééquilibrer nos comptes publics dès 2013 [...] pas pour céder à je ne sais quelle pression des marchés ou des agences de notation mais parce que c'est la condition pour que notre pays retrouve confiance en lui »<sup>9/</sup>. Plus récemment, ses conseillers ont chiffré l'effort budgétaire à consentir : 50 milliards d'euros, sans donner beaucoup de précisions sur ses modalités<sup>10/</sup>.

<sup>8/</sup> Projet socialiste 2012, avril 2011 (gesd.free.fr).  
<sup>9/</sup> François Hollande, « La dette est l'ennemie de la gauche et de la France », *lemonde.fr*, 16 juillet 2011 (gesd.free.fr)..

<sup>10/</sup> Marc Joanny et Jean-Baptiste Vey, « Hollande pour un effort budgétaire de 50 milliards en 2012-2013 », *latribune.fr*, 18 novembre 2011 (gesd.free.fr).

Réduire le déficit budgétaire est un objectif légitime, parce qu'il est la contrepartie de cadeaux fiscaux. Il ne résulte ni de dépenses excessives, ni d'investissements utiles, mais d'un processus délibéré d'auto-réduction des recettes de l'État. Le déficit ainsi fabriqué sert alors d'argument pour justifier la réduction des dépenses. Mais le projet du candidat du PS d'arriver à 3 % de déficit en 2013, puis à l'équilibre en 2017, n'est pas assorti de la réforme fiscale d'ampleur qui pourrait le rendre crédible. Dès lors, il ne pourrait être atteint que moyennant une rigueur accrue, dont on ne voit pas comment elle pourrait être qualifiée de « juste » en l'absence de mesures fiscales « justes », autrement dit proportionnées aux cadeaux fiscaux accumulés depuis 10 ans.

La question du financement renforce encore cette contradiction. Le préalable absolu est de retrouver une autonomie à l'égard des marchés financiers. Les besoins de financement de l'État sont en effet considérables et ne sauraient disparaître du jour au lendemain. Pour 2012, l'Agence France Trésor les évalue à 182 milliards d'euros, soit 82 milliards de déficit auxquels il faut ajouter 100 milliards d'amortissement de la dette. L'expérience récente démontre que ces financements ne pourraient être trouvés à des taux raisonnables que si la politique budgétaire passait sous les fourches caudines des agences de notation qui dictent aujourd'hui leur politique aux États

Tant qu'on doit faire appel aux marchés pour financer le déficit, on est donc condamné à ne prendre que des mesures qui leur conviennent. D'où cette loi d'airain : aucune politique alternative n'est possible si on ne se libère



pas de cette dépendance. On peut le faire de diverses manières : par un emprunt forcé auprès des grandes fortunes, en imposant aux banques la souscription des titres de la dette publique, ou encore par la réquisition de la Banque de France pour financer le déficit. Il n'y a là rien de révolutionnaire, puisque ces dispositifs ont, dans le passé, été mis en œuvre par des gouvernements de droite. Mais les temps ont changé, et cela représenterait aujourd'hui une rupture qui est à des années-lumière de la vision du monde sociale-libérale.

### La question de la crédibilité

Il y eut un temps où le stalinisme servait de repoussoir utile : tout projet de dépassement du capitalisme menait forcément au goulag. Depuis la mise en place du capitalisme néolibéral, la social-démocratie s'est rendue aux arguments en faveur du tournant néolibéral. En renonçant ainsi à toute véritable alternative, elle joue finalement un rôle analogue. Sa pratique, depuis de longues années, a réussi à décourager l'espérance sociale et à valider les politiques néolibérales : puisque la gauche s'y rallie, c'est qu'il n'y a décidément pas d'autre perspective. En ce sens, l'alternance a rempli une fonction essentielle, celle de conforter la légitimité étroite du capitalisme contemporain.

C'est l'une des raisons pour lesquelles la conjoncture de crise n'a pas ouvert un boulevard à la gauche radicale. Elle se trouve confrontée à une difficulté majeure que l'on pourrait résumer ainsi : la profondeur de la crise appelle des solutions radicales, mais celles-ci semblent hors de portée, parce qu'elles supposent un rapport de forces qui reste à construire. Il y a donc un pas difficile à franchir entre la viabilité économique et la crédibilité politique. Pour ne prendre qu'un exemple, porter le Smic à 1 700 euros est possible à condition que cette hausse soit compensée par une baisse équivalente des revenus financiers, et cette mesure ne pourrait avoir que des conséquences positives grâce à la relance de la consommation. Mais pour des salariés payés au voisinage du Smic, cette augmentation de 300 euros par mois peut apparaître extravagante, parce qu'ils connaissent bien la puissance, et souvent la violence, des intérêts sociaux auxquels il faudrait l'arracher.

La question de l'emploi fournit une autre illustration de cette difficulté. Il faut y insister : la montée du chômage est l'autre face de la captation par les « rentiers » des richesses produites. Par conséquent, aucune amélioration sur le front de l'emploi n'est possible sans remise en cause de la répartition des revenus. Et le potentiel est énorme : si les dividendes versés par les entreprises représentaient la même proportion de leur masse salariale qu'il y a 30 ans, ils seraient aujourd'hui inférieurs de 60 milliards, ce qui équivaut à 2 millions d'emplois (payés au salaire médian, cotisations sociales incluses). De même, les allègements de cotisations sociales, dont les évaluations les plus gonflées chiffrent l'impact à 400 000 emplois créés ou préservés, permettraient, si on

les recyclait, de rémunérer près d'un million de salariés. Aucune politique d'emploi ne peut donc réussir sans des mesures visant à dégonfler les rentes financières et à refiscaliser les revenus du capital.

Mais là encore, on se heurte au poids du climat idéologique. Quand François Hollande propose de créer 60 000 emplois d'enseignants, il est aussitôt dénoncé par la droite comme un dépensier extravagant et irresponsable, pour une mesure qui ne représente qu'environ 2 milliards, soit 0,1 % du PIB. Et le candidat du PS reste sur ce terrain quand il s'empresse de préciser que ces créations de postes seraient compensées par des suppressions ou des non-remplacements d'autres postes. Cette manière de ne pas assumer un programme pourtant bien timide ne peut que renforcer l'idée qu'il est impossible de faire bouger les lignes.

Pour sortir de la résignation, de l'attentisme ou du fatalisme inscrits dans les coordonnées du débat, il faut montrer que le cours actuel du capitalisme nécessite un degré d'affrontement social à la hauteur de l'offensive néolibérale. En France, l'échéance présidentielle dessine un objectif intermédiaire simple : chasser Sarkozy du pouvoir, sans d'ailleurs aucune illusion sur la capacité du candidat du PS à offrir une véritable alternative. Mais ce doit être aussi l'occasion de développer une campagne visant à renforcer la crédibilité d'un programme radical. Cela passe par la démonstration de sa viabilité économique et de sa nécessité pour sortir de la crise par le haut, qui doit tenir compte de ce théorème : les marges de manœuvre existent pour une autre politique, mais elles ne peuvent être concrétisées qu'avec un degré élevé de mobilisation sociale. Il faut donc avancer des réponses articulées permettant de se libérer des contraintes exercées par les marchés financiers et les institutions européennes. Enfin, il faut tracer une perspective montrant comment il est possible de combiner des mesures immédiates avec la transition vers un autre modèle de développement.

### Un programme à trois étages

Bref, il faut renouer avec une logique transitoire, qui tranche à la fois avec l'adaptation aux lois du marché, et avec un révolutionnarisme abstrait. Cette logique pourrait s'appuyer sur sept principes essentiels :

1. rien n'est possible sans lever l'hypothèque de la dette ;
2. rien n'est possible sans changer la répartition des revenus ;
3. la rupture est nécessaire et doit s'appuyer sur une légitimité acquise par des mesures immédiates ;
4. la rupture doit se faire au nom d'un projet de refondation de l'Europe ;
5. la rupture se heurtera à des mesures de rétorsion qu'il faut anticiper par des contre-mesures ;
6. les mesures immédiates doivent enclencher la transition vers un autre modèle de développement ;
7. la légitimité du programme doit se renforcer par l'exercice de droits nouveaux.

Ces principes dessinent un programme de transformation sociale qui est bien autre chose qu'un programme de relance par la consommation. Il combine trois étages qui doivent s'emboîter.

Le premier est celui de la rupture, qui a trois objectifs : se donner les moyens d'une autre politique en se protégeant des mesures de rétorsion prévisibles, réparer les dégâts de la crise et construire d'emblée une double légitimité. Légitimité sociale par l'amélioration immédiate des conditions d'existence de la majorité en donnant la priorité aux bas revenus (Smic et minima sociaux) ; légitimité européenne en rompant avec l'eurolibéralisme, non pas à la recherche d'une issue nationale, mais au nom d'un projet alternatif susceptible d'être étendu à l'ensemble de l'Europe.

Le deuxième étage est celui de la bifurcation. Il vise à enraceriner le processus de transformation, notamment par des créations massives d'emploi (réduction du temps de travail et création *ex nihilo* d'emplois utiles) et par la mise en place d'un nouveau statut du salarié. C'est le moyen d'enclencher le grand renversement qui doit déconnecter les emplois de la rentabilité dont ils peuvent être porteurs. Dans ce processus, la légitimité sociale peut se renforcer par les droits nouveaux des travailleurs : droit de veto sur les licenciements, contrôle sur les modalités de la réduction du temps de travail et sur la réalité des emplois créés.

Enfin, le troisième étage est celui de la transition vers un nouveau mode de développement, fondé sur trois ensembles de principes : démarchandisation et extension des services publics, relocalisations et nouvelles coopérations internationales, planification écologique et nouvelle politique industrielle.

Ces trois « étages » doivent être présents dès le départ, tout en prenant en compte les rythmes différents. Ainsi, la revalorisation du Smic et des minima sociaux est une mesure qui peut et doit être prise immédiatement. Mais elle n'est pas suffisante en soi et doit être combinée avec la mise en place d'un mode de satisfaction non marchand des besoins sociaux.

Prenons l'exemple du logement : l'explosion des loyers est l'une des principales causes de la dégradation du niveau de vie. Même un patron, en l'occurrence Patrick Pélata, l'ancien directeur général de Renault, peut le comprendre, à sa manière : « *Entre 2000 à 2010, le foncier français est monté de 80 %. Le foncier allemand de 5 %. La rente foncière française fait monter le coût du travail en France et participe à la baisse de la compétitivité du pays*<sup>11/</sup>. » Dans ces conditions, faut-il indexer les salaires sur les loyers ou encadrer ces derniers et entreprendre un programme de construction de logements ? Clairement, il faut basculer d'une logique de préservation immédiate du pouvoir d'achat à une logique d'offre de logements à des prix

décentés tout en sachant qu'elle ne peut avoir d'effets instantanés. On a ici un argument très fort contre les

<sup>11/</sup> Patrick Pélata, « Coût du travail : pour une *new deal* fiscal et social ? », *Metis*, 9 février 2012 (gesd.free.fr).

projets de revenu universel qui proposent une distribution de revenu monétaire sans prendre en considération les conditions matérielles d'existence<sup>12/</sup>.

Cette démarche programmatique est la seule qui puisse tracer une perspective de transformation sociale, en apportant une réponse cohérente et adaptée à la nouvelle période ouverte par la crise. La volonté sociale-libérale de s'adapter aux règles du jeu actuelles est suicidaire et ne peut conduire qu'à de nouveaux renoncements, après ceux de Zapatero et Papandréou. La posture de surenchère révolutionnariste est stérile, parce qu'elle est dépourvue de toute réflexion stratégique montrant comment renverser le rapport de forces idéologique et politique qui pèse sur les perspectives de mobilisation sociale. La voie est étroite mais la responsabilité de la gauche est énorme, face à la violence capitaliste que la crise a déchaînée.

---

Michel Husson vient de publier avec Charb *Le Capitalisme en 10 leçons*, Éditions Zones. On peut lire de lui dans *ContreTemps* n° 9, mars 2011, « La nouvelle phase de la crise ».

<sup>12/</sup> Michel Husson, « Droit à l'emploi ou revenu universel », in Antoine Artous (coord.), *Pour le droit à l'emploi*, Les cahiers de l'émancipation, Paris, Syllepse, 2011 (hussonet.free.fr).